la cgt FERC

LE LIEN

Bulletin de la **Fédération CGT de l'Education, de la Recherche et de la Culture**

Trimestriel 1€ - SEPTEMBRE 2026 - N°230 www.ferc-cgt.org



PAROLE À...

CHRISTEL POHER,
COORDONNATRICE ÉLECTIONS

P.10

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

LE DOSSIER

P.11

Dans l'éducation,
l'enseignement supérieur
et la recherche,
au Crous,
à Jeunesse et sport

Je vote CGT

aux élections
professionnelles

du 3 au 10 déc.

#JE VOTE CGT

ET JE FAIS VOTER CGT !

SOMMAIRE

P.3 / ÉDITORIAL
par Charlotte Vanbesien

P.4 / ACTUALITÉ
. 29 sept : Une première mobilisation réussie !
. Branche Eclat : une rentrée sous tension
. Rentrée 2026 : Toutes les raisons de se mobiliser dans l'Education nationale
. Rentrée universitaire sous le signe de la colère
. Un budget intégral pour une loi intégrale

P.10 / PAROLE À...
. Christel Poher, coordonnatrice fédérale pour les élections

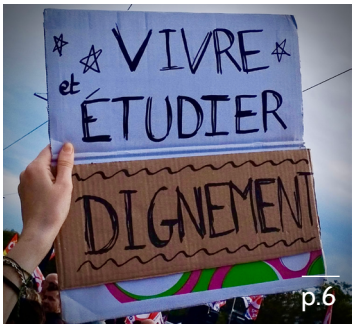
P.11 / LE DOSSIER
. Élections professionnelles du 3 au 10 déc.2026

P.15 / VIE FÉDÉRALE
. Éducation populaire, outil de transformation sociale
. La santé hormonale est un droit !
. La formation syndicale fédérale 2027

P.18 / INTERNATIONAL
. Le monde face au dérèglement climatique
. Défendre l'école publique et l'avenir du Sénégal

P.20 / RETRAITÉ·ES
CONTINUITÉ DE LA VIE SYNDICALE
. La faute aux "baby-boomers"
. AGIRC-ARRCO : mobilisation le 14 octobre
. Incendies. Solidarité ? vraiment ?
. Vous voyagez souvent avec nous ?!

















À VOS AGENDAS !
Si cette formation vous intéresse, il reste des places !
Mais attention à la date d'envoi de la demande de congé de formation...





le lien /
Tel. 01 55 82 76 12
Directrice de publication
Charlotte Vanbesien
Conception graphique, maquette & mise en page Gwenola BRIAND
crédits photos FERC-CGT, unsplash, pexels, licences creative commons
n° CPPAP 0325 S 05498
Trimestriel 1 €
FERC - CGT Case 544
93515 Montreuil Cedex
Imprimerie Rivet Presse Édition

EDITORIAL



Cet éditorial est écrit à la fin de la journée de mobilisation du 29 septembre : une réussite qui peut nous réjouir et nous donner confiance !

Cette journée est porteuse d'espoir dans une période où les nuages s'accumulent. ***Les agent·es de la fonction publique ont répondu à l'appel de l'intersyndicale, en se mettant en grève et surtout en gonflant les rangs des manifestations qui ont rassemblé 300 000 personnes à travers toute le France: la plus grosse mobilisation du secteur depuis 2017.***

Au moment de la rédaction de ces lignes, ***la jeunesse se mobilise depuis plusieurs jours devant ses lycées pour revendiquer des conditions d'études et de vie dignes, en pleine cohérence avec les revendications des personnels de l'éducation.*** *Cette révolte légitime de la jeunesse est violemment réprimée par des forces de l'ordre qui accumulent les bavures et n'hésitent pas à blesser des enfants, oui, quand on est mineur on est un·e enfant.* ***Le gouvernement s'est couvert de honte en répondant par la violence à une jeunesse qui demande tout simplement un droit à l'éducation. La CGT a réagi très rapidement pour dénoncer cette répression et en appelant ses militant·es à protéger les jeunes.***

> ***"Ces dernières semaines les médias ont parlé des budgets des services publics, des salaires des profs, du manque de place dans les restos U depuis la mise en place du repas à 1 euro sans budget, du mouvement lycéen ... il y avait un peu moins de place pour les délires islamophobes du RN autour du voile !"***

Depuis la rentrée, l'action militante a permis de médiatiser les besoins de budget pour les services publics et l'avenir de notre société. ***Dans l'enseignement supérieur et la recherche une intersyndicale a mobilisé le 15 septembre pour dénoncer le budget à l'os*** *et la nécessité de réinvestir massivement. La même journée,* ***nos camarades de la CGT AFPA se rassemblaient pour dénoncer un plan de licenciement :*** *une attaque majeure contre la formation professionnelle, alors même que nous faisons face à des défis majeurs: adaptation climatique, arrivée de l'IA...* ***Toute la CGT se mobilise pour sauver l'AFPA !***

Lors du CCN (comité confédéral national) de rentrée, à la fin du mois d'août, ***la CGT avait décidé de « saturer le débat avec des sujets sociaux », il semble que nous y parvenions.***

Ces dernières semaines les médias ont parlé des budgets des services publics, des salaires des profs, du manque de place dans les restos U depuis la mise en place du repas à 1 euro sans budget, du mouvement lycéen ... il y avait un peu moins de place pour les délires islamophobes du RN autour du voile !

Ce journal est fait pour vous aider à porter nos revendications auprès de vos collègues et à les expliciter, dans le cadre des élections professionnelles de décembre, et plus globalement dans la bataille des idées que nous devons mener et que nous pouvons gagner !

Charlotte Vanbesien,
Secrétaire générale

UNE PREMIÈRE MOBILISATION RÉUSSIE POUR LES SALAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE !

Le 29 septembre l'intersyndicale de la fonction publique appelait à la grève, en particulier pour revendiquer l'augmentation des salaires.

Depuis des années les budgets d'austérité mettent à mal les services publics et gèlent le point d'indice qui permet de calculer les salaires des agent•es. Nous le dénonçons souvent, mais peut-être que nous n'en détaillons pas assez les impacts. Pour convaincre vos collègues de l'injustice subie il faut aller dans le détail.

Le pouvoir d'achat des fonctionnaires et des non-titulaire s'effondre du fait notamment du gel pluriannuel de la valeur du point d'indice, de l'arrêt du versement de la GIPA ou encore du jour de carence et de la baisse de 10 % de la rémunération versée aux agent•es qui sont en congé maladie ordinaire...

En 25 ans, le point d'indice a perdu de l'ordre de 30 % de sa valeur. La smicardisation frappe comme jamais la fonction publique !

Pour être au niveau du Smic, 862 000 agent•es publics perçoivent désormais une indemnité différentielle depuis le 1er juin 2026 (dernière revalorisation du SMIC). Elles et ils étaient 356 000 avant cette date. Cela démontre le décrochage de nos salaires par rapport à l'inflation ! Les illustrations de cet article vous permettent de voir l'ampleur des pertes tous les mois.

Vous pouvez aussi utiliser le simulateur en ligne

La difficulté pour convaincre nos collègues de se mettre en grève c'est de démontrer qu'il y a de l'argent dans ce pays pour augmenter nos salaires. Les 500 plus grandes fortunes françaises sont passées d'environ 200 milliards d'euros en 2010 à... 1 200 milliards en 2025 ! Les grandes entreprises font leur loi : 211 milliards d'euros d'aides publiques sont versés chaque année aux entreprises, sans contrôle ni contreparties sur les salaires, l'emploi ou l'investissement.

On nous parle de dette de l'État en agitant le chiffre d'une augmentation de 5 000 € / seconde, mais les 211 milliards d'aides aux entreprises coûtent 6 700 € / seconde. De l'argent il y en a : le PIB continue de croître et le problème ne vient pas des dépenses sociales, utiles, mais des recettes dont on se prive avec les cadeaux aux plus fortunés et aux grandes entreprises !



Le 29 septembre était une première étape ! Avec nos collègues, dénonçons nos salaires qui sont au plus bas et faisons-nous entendre par le gouvernement qui présentera bientôt son budget pour 2027.







RENTRÉE SYNDICALE DANS LA BRANCHE ÉCLAT

Branche ÉCLAT : une rentrée sous tension sur les salaires et les conditions de travail

La rentrée 2026 s'ouvre dans un contexte particulièrement tendu dans la branche ÉCLAT. Alors que **plus de 260 000 salarié·es** travaillent chaque jour dans l'animation, l'éducation populaire, la culture, le sport, l'environnement et le développement local, les négociations salariales ne permettent toujours pas de répondre à la dégradation de notre pouvoir d'achat. Nos métiers sont pourtant essentiels au fonctionnement de nombreuses structures et à l'accompagnement des enfants, des jeunes, des familles et des populations sur l'ensemble des territoires.

Le constat est aujourd'hui difficilement acceptable. Le coût de la vie continue d'augmenter et pèse directement sur les salarié·es : alimentation, logement, énergie, transports… Dans le même temps, les employeur·ses refusent toute véritable revalorisation des salaires.
La dernière négociation salariale nationale s'est ainsi soldée par une proposition de 0 euro d'augmentation.

Pour la CGT, cette situation traduit un véritable manque de reconnaissance du travail réalisé quotidiennement par les professionnel·les de la branche.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que le gel des rémunérations conduit à un écrasement progressif de la grille salariale. Avec les évolutions successives du SMIC, certains niveaux de rémunération de la branche se retrouvent désormais sous le salaire minimum.
Il n'est pas acceptable que des salarié·es puissent travailler avec une rémunération conventionnelle inférieure au SMIC.

Cette situation fragilise encore davantage l'attractivité de nos métiers et la reconnaissance des qualifications, de l'expérience et des responsabilités.

Une démarche intersyndicale pour porter nos revendications

Face à cette situation, la CGT poursuit son travail avec les organisations syndicales Solidaires, UNSA, Force Ouvrière et CFDT au sein de l'intersyndicale de la branche ÉCLAT. Cette démarche commune permet de porter collectivement les revendications des salarié·es et de faire pression sur les employeurs afin d'obtenir de véritables avancées.



L'intersyndicale demande notamment **une revalorisation immédiate de 5 % des salaires,** ainsi qu'une **limitation du temps de travail annualisé à 1 526 heures maximum.**
Elle revendique également **une sixième semaine de congés payés, la reconnaissance et la rémunération des temps de trajet professionnels, la fin des remises en cause visant les salarié·es à temps partiel et la mise en place d'un congé menstruel spécifique.**
Au-delà des négociations salariales, la question du financement de nos secteurs est également centrale. Les structures de l'animation et de l'éducation populaire ne peuvent pas continuer à absorber les contraintes budgétaires par une dégradation des conditions de travail et une stagnation des salaires. L'intersyndicale demande donc à l'État, aux collectivités et aux financeurs publics d'assumer leurs responsabilités et de garantir des financements à la hauteur des besoins.

La CGT Educ'pop reste mobilisée

Cette rentrée sera donc particulièrement importante. Les employeurs doivent comprendre que les salarié·es ne peuvent plus être considérés comme une variable d'ajustement. La reconnaissance de nos métiers passe nécessairement par des salaires permettant de vivre dignement, de meilleures conditions de travail et des moyens adaptés aux missions qui nous sont confiées.

La CGT, première organisation syndicale dans la branche de l'animation, continuera à porter ces revendications et à participer pleinement au travail intersyndical. Mais la force du syndicalisme repose avant tout sur l'implication des salarié·es.

La CGT continuera à défendre une idée simple : nos métiers ont une valeur, notre travail a une valeur, et cela doit se traduire concrètement sur nos salaires et nos conditions de travail.

RENTRÉE 2026, TOUTES LES RAISONS DE SE MOBILISER DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

Personnels, élèves et familles effectuent leur rentrée dans un contexte de crise systémique de l'Éducation nationale..

L'institution, **en l'espace de quelques mois, a démontré son impréparation et son incapacité à protéger personnels et usager·es lors de la canicule de juin et face à une cyberattaque** qui a eu pour conséquences des vols de données massives ainsi qu'une paralysie des outils informatiques en amont de la rentrée, désorganisant en grande partie la rentrée (complètement dans les académies de Nantes et Toulouse).

Face à la canicule de juin, malgré les alertes syndicales depuis des années, les personnels ont eu l'impression de revivre les errements de Jean-Michel Blanquer lors du covid : **un Ministre qui explique que tout est prêt et qui refuse de produire des consignes nationales, laissant les équipes sur le terrain gérer comme elles le peuvent au gré des décisions arbitraires de leur rectorat.**





Et que dire de la faiblesse de l'investissement politique et financier de ce ministère pour sécuriser des outils informatiques vieillissants tout en poussant toujours un peu plus la dématérialisation ?

Cette rentrée est également celle d'un **vaste plan social pour les enseignant·es contractuel·les qui sont massivement non renouvelés au prétexte d'un afflux plus important que prévu de lauréat·es du concours nommés fonctionnaires stagiaires devant élèves et de la suppression de 3256 postes.**

Encore une fois, le ministère démontre son **mépris pour des personnels qui sont parfois « remercié·es » après 5 années de bons et loyaux services, à un an de la CDIsation.**

Mépris aussi du Service public d'éducation quant de nombreux élèves continuent de se retrouver sans enseignant·es à la rentrée faute de remplaçant·es titulaires.

Que dire également de la gestion déshumanisée des AESH, dont on refuse toujours de reconnaître le caractère pérenne et l'investissement par la création d'un corps de la Fonction publique et **qui subissent une énième réorganisation avec la généralisation sans bilan des PAS**. Beaucoup d'entre elles sont contraintes de quitter l'Éducation nationale en refusant de signer un avenant à leur contrat modifiant leur zone d'affectation.

C'est un investissement massif dont a besoin le Service public d'éducation :

› utiliser la baisse démographique pour **diminuer massivement le nombre d'élèves par classe** et les moyens de remplacement,

› **investir dans l'adaptation du bâti** en l'isolant mais aussi dans la transformation écologique via les cantines, les modes de chauffage et la végétalisation,

› **investir dans des outils informatiques** qui améliorent leur sécurité et les conditions de travail de celles et ceux qui les utilisent.

› Et bien sûr, **augmenter massivement le traitement indiciaire** pour rendre les métiers attractifs.

C'est par la mobilisation, dont la grève du 29 septembre dans la Fonction publique, la première étape, que nous pourrons obtenir une autre politique.

UNE RENTRÉE UNIVERSITAIRE SOUS LE SIGNE DE LA COLÈRE

Entre l'augmentation des frais d'inscription, la faiblesse des rémunérations et la précarité des conditions de travail, les raisons de la colère dans l'enseignement supérieur et la recherche sont nombreuses.

La principale nouveauté de cette rentrée universitaire est l'augmentation des frais d'inscriptions pour les étudiant·es extra-communautaires. La **loi « Bienvenue en France » de 2019 au nom cynique imposait des frais d'inscription 15 fois plus élevés** pour ces étudiant·es, mais dans les faits **la plupart des universités les exonéraient de ces frais supplémentaires.** **Or un décret publié en mai dernier, malgré l'opposition quasi-unanime des établissements, des organisations syndicales des personnels et des étudiant·es, limite drastiquement ces possibilités d'exonération.**
Les étudiant·es étrangers, parmi les plus précaires, vont voir leurs conditions de vie et d'études encore se dégrader, d'autant plus qu'ils et elles ne pourront plus bénéficier des APL.

Les étudiant·es de l'Union Européenne sont pour l'instant épargnés par ces augmentations, mais **le rapport issu des Assises du financement des universités propose une multiplication par 5 des frais d'inscription.** Si le Ministre Baptiste a pour l'instant repoussé cette mesure à après l'élection présidentielle, le tabou est levé et l'**on entend de plus en plus de voix libérales défendre cette augmentation, qui briserait le principe constitutionnel de gratuité d'accès à l'enseignement supérieur.**

La situation des personnels n'a rien à envier à celle de leurs étudiant·es.

Le gel du point d'indice quasi ininterrompu depuis l'an 2000, comme dans l'ensemble de la fonction publique,



Cité scientifique de Lille

conduit à une perte de revenu d'environ 30 %, soit 670€ mensuels pour les fonctionnaires de catégorie C et de 1600€ pour les catégories A.
La précarisation des contractuel·les est encore pire car les revalorisations théoriquement obligatoires tous les 3 ans ne sont pas toujours appliquées.

Ces contractuel·les sont très nombreux dans l'ESR (environ 35% des agent·es) et leur nombre s'accroît d'années en années. Cette précarité de l'emploi gangrène l'ESR, nuit à l'accomplissement des missions, fragilise les services et dégrade les conditions de travail et de carrières de toutes et tous.
Ces conditions de travail sont également aggravées par la vétusté de nombreux bâtiments universitaires, comme l'ont encore démontré les multiples épisodes caniculaires de cet été qui ont rendu la présence dans les bureaux et amphis quasi insupportables.
La souffrance au travail est également exacerbée par le manque de respect de la part des ministres, les réorganisations systématiques des services, l'alourdissement des procédures, la multiplication de tâches et d'outils numériques (pas toujours fonctionnels) et les réformes ministérielles menées dans l'urgence et sans concertation.

Le désengagement de l'État dans le financement de l'ESR est à l'origine d'une bonne part de ces difficultés et de la colère des personnels, qui s'exprimera cet automne dans la rue.

du 3 au 10 déc.
POUR DÉFENDRE MES DROITS ET LE SERVICE PUBLIC,
#JE VOTE CGT
ET JE FAIS VOTER CGT !

Je vote CGT
du 3 au 10 dec. 2026
aux élections professionnelles de la fonction publique

UN BUDGET INTÉGRAL POUR UNE LOI INTÉGRALE !

*Vu l'ampleur dramatique et systémique des violences qui frappent les femmes et les enfants, de la sphère familiale au lieu de travail, de la maison à l'école,... la **Coalition féministe et enfantiste pour une loi cadre intégrale** souligne que la lutte contre les violences sexistes et sexuelles doit être placée au coeur de cette rentrée politique et médiatique.*

Après le fiasco judiciaire et politique de l'affaire Lyhanna, la colère citoyenne et les fortes mobilisations depuis juin, ont contraint le 1er ministre à inscrire l'examen de la Loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles à l'Assemblée nationale au 1er octobre.

Fruit du travail de la coalition et de la CIVIISE depuis plusieurs années, inspirée des 140 mesures de la coalition, cette proposition de loi Cadre intégrale, comporte 69 articles qui concernent la justice, la police, l'école, la santé, le repérage, le signalement, la protection.

Loi « Intégrale » signifie prise en charge intégrale, et implique une approche intersectionnelle pour comprendre comment se cumulent sexisme, racisme, précarité, handicap, et lutter contre les discriminations.

La CGT prend toute sa part dans l'initiative portée avec les associations et syndicats de la coalition féministe et enfantiste.



94% des affaires de viol sont classées sans suite

Sur le lieu de travail, lieu de rapports de domination où **30 % des salariées ont déjà subi des agressions ou du harcèlement** et où 80 % des employeurs n'ont aucun plan de prévention, l'urgence est absolue !

Inscrire de nouveaux droits dans la loi ne suffira pas si les services publics et les associations chargés de prévenir les violences, de protéger et d'accompagner les victimes **n'ont pas les moyens humains et financiers de remplir leurs missions.**

La CGT appelle à maintenir la pression jusqu'à l'adoption de la loi et exige :

› La reprise intégrale des 140 propositions de la coalition, notamment sur les violences sexistes et sexuelles au travail (VSST)

› des moyens à la hauteur d'un engagement budgétaire de 3 milliards par an a minima pour traiter les dossiers dans les délais, former l'ensemble des professionnel·les (prévention, identification, protection, réparation), protéger les victimes et stopper l'impunité.

Seulement 1% des auteurs de viols sur enfant sont condamnés

UN QUESTIONNAIRE DÉCONNECTÉ DE TOUTE MESURE

Alors même que le cabinet du ministre de l'Éducation nationale a reçu début août une délégation de la Coalition au sujet de l'article 30 portant sur l'entretien individuel, **le ministre a annoncé dans la presse fin août la mise en place d'un questionnaire annuel visant à détecter les élèves victimes de violences sexuelles.**

Si il est important que l'École se reconnaisse comme un premier espace de prévention, de repérage et de protection, **la forme choisie par le ministère prend les choses à l'envers et fait porter sur les élèves la responsabilité de dénoncer des violences. Sans former les personnels à pouvoir accueillir la parole des jeunes victimes, sans augmenter de manière conséquente le nombre de personnels du médical et du social.**

Rien ne va !

Pour aller plus loin :

› lien pour signer la pétition :
https://www.loi-integrale.fr
› lien vers l'audition de la coalition par la commission le 16 septembre 2026 :
https://videos.assemblee-nationale.fr/video.19433408_6aaa3d6b423ff.-loi-integrale--face-aux-violences-sexuelles-et-sexistes--representantes-de-la-coalition-feminist-16-septembre-2026
› Alice Gayraud, ex-responsable du plaidoyer de la Ciivise
https://blogs.mediapart.fr/alice-gayraud/blog/110926/questionnaire-sur-les-violences-un-enfant-qui-parle-merite-mieux-quune-case-cocher

C’est justement l’imprévisible qu’il faut prévoir

Notre mission, c’est d’anticiper et d’être aux côtés de nos assurés et de leurs bénéficiaires lorsqu’un événement grave survient :

- nous sommes là pour protéger les revenus en cas d’incapacité ou d’invalidité et verser un capital en cas de décès,
- et nous sommes là également pour les soutenir dans ces épreuves.

Aides psychologiques, aides pour les démarches administratives, site communautaire Aidons les nôtres… : nous accompagnons nos assurés en leur proposant une prise en charge complète, et surtout, personnalisée.

Notre responsabilité, c’est d’être présent à tous les moments, et tout au long de la vie.

www.ag2rlamondiale.fr

Découvrez vos garanties prévoyance
CCN des personnels enseignants et de documentation

Découvrez vos garanties prévoyance
CCN du personnel cadres et non-cadres

GIE AG2R – Membre d’AG2R LA MONDIALE – 14-16, boulevard Malesherbes 75008 PARIS – 801 947 052 RCS Paris. – 80194052 RCS Paris.
- 00009205-260807-01- crédit phot : Gettyimages

AG2R LA MONDIALE
AGIR POUR SOI
AGIR POUR LES AUTRES

Épargne
Retraite
Santé
Prévoyance

PAROLE À ... CHRISTEL POHER,

MEMBRE DU BUREAU DE LA CGT FERC SUP ET DE LA CE FÉDÉRALE , COORDONNATRICE « ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES FONCTION PUBLIQUE »



Peux-tu nous parler de ton parcours professionnel ?

Après des études en sciences de l'information et de la documentation à l'université de Paris 8 St Denis, ***j'ai obtenu un concours de la fonction publique.*** *J'ai été affectée au Cnam (Conservatoire National des Arts et Métiers) en 1999.*
Je travaille au Cnam en tant que bibliothécaire. J'ai une décharge de plus de 50% depuis au moins 10 ans, cela me permet de continuer mon poste de bibliothécaire et de militer aussi bien au sein de mon établissement qu'au niveau de l'Union et la Fédération.

Et ton parcours syndical ?

J'ai rejoint le syndicat CGT FERC Sup du Cnam en 2001 *et 2 ans plus tard j'ai été élue en tant que secrétaire générale du syndicat.*
En 2005, j'ai rejoint le bureau national de la CGT FERC Sup*. Actuellement je suis toujours membre du bureau national.*
J'ai participé à mon premier congrès fédéral en 2005 mais j'ai été élue à la commission exécutive de la FERC qu'en 2014*, puis membre du bureau fédéral sous le mandat de Marie Buisson.*
J'ai été élue en tant que secrétaire générale de l'Union en 2014 *mais je n'ai pas terminé le mandat.*
J'ai eu un ***mandat au CNESER*** *(Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la recherche).*
Au sein du Cnam, j'ai été ***élue au Conseil d'administration, au Comité Technique Paritaire puis au CSAE*** *(Comité Social d'Administration d'Établissement),* ***au CHSCT, à la Commission paritaire d'Établissement (CPE).***



Ces différents mandats m'ont permis de comprendre le fonctionnement de l'établissement et de toutes ces instances.

Et tu as souvent animé des campagnes électorales ?

J'ai participé aux premières élections électroniques en 2011 pour les CAPN *(Commission Paritaire Nationale) des ITRF (Ingénieurs et Personnels Techniques de Recherche et de Formation) de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.*
Cette campagne électorale 2026 sera ma 4e campagne *à organiser.*
Je coordonne des listes nationales, académiques. Je fais le lien entre les organisations de la fédération. Je participe aux réunions du Ministère. Au vu de la complexité du vote électronique, ces réunions ont débuté, il y a plus d'un an.
Tout le processus est long et demande d'être attentif à chaque étape car l'enjeu est important pour notre représentativité*.*

En 2022, il y a eu beaucoup de travail de fond car il y avait eu la loi de la transformation de la fonction publique qui avait modifié toutes les instances.

Les élections pro, c'est aussi le privé..

Je suis également membre du collectif confédéral sur les élections professionnelles de la fonction publique et des entreprises privées*. Ce collectif réfléchit à la meilleure stratégie que la CGT peut mettre en place pour faire en sorte que nous nous coordonnions pour gagner ces élections. Nous analysons les résultats des dernières campagnes, nous mettons en place des formations sur le renforcement syndical, nous proposons des outils, nous réfléchissons à une stratégie collective.*

POUR DÉFENDRE MES DROITS ET LE SERVICE PUBLIC,
#JE VOTE CGT
ET JE FAIS VOTER CGT !

Je vote CGT du 3 au 10 dec. 2026 aux élections professionnelles de la fonction publique

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES : GAGNER SUR LES QUESTIONS FÉMINISTES

Alors que les femmes dans le monde entier sont plus que jamais déterminées à défendre leurs droits, la mouvance réactionnaire et masculiniste devient de plus en plus agressive et gagne du terrain. Les élections pros de la Fonction publique doivent être le moment de mettre en avant les revendications féministes pour gagner une égalité réelle pour l'ensemble des agent·es.

Je vote CGT aux élections professionnelles

L'égalité salariale

Alors que la directive européenne sur la transparence salariale tend à s'inscrire dans un travail de comparaison entre les professions à prédominance féminine et masculine avec la notion de travail de valeur égale à travers les critères tels que l'effort de travail, la responsabilité, les conditions de travail, le gouvernement français rechigne à la mettre en œuvre pour complaire au patronat et pour faire des économies d'ampleur dans le budget de l'État. Sous couvert d'attachement à la fonction publique et au respect du Code Général des fonctionnaires comme étant porteur des valeurs d'égalité, il prétend que ces critères de comparaison ne seraient pas nécessaires. Or, **les écarts de salaires entre les femmes et les hommes dans la Fonction publique d'État sont de 12,2%.**



La FERC CGT revendique que la directive européenne sur la transparence salariale et l'égalité de rémunération soit transposée au plus vite dans le droit français. Pour permettre de réévaluer les métiers à prédominance féminine et la prise en compte d'un indicateur sur le temps partiel n'existant pas pour l'instant dans nos ministères.

Le droit à la santé

La question de la santé entre les femmes et les hommes est aussi inégalitaire (voir p.16). Les problématiques de santé qu'elles peuvent rencontrer tout au long de leur vie comme de leur carrière sont déniées et la pénibilité spécifique des emplois féminins méconnue. Si des voix s'élèvent et commencent à être entendues, qu'une prise de conscience émerge peu à peu et que des droits sont gagnés par nos collègues, le retour de bâton n'est jamais très loin.

La FERC CGT rappelle que le travail doit être adapté à l'humain et pas le contraire et c'est à ce titre qu'**elle revendique un congé menstruel ou hormonal accordé aux femmes qui le souhaitent.**
Elle revendique aussi la suppression des jours de carence et de l'indemnisation à 90% lors des arrêts maladie.

Le droit à un monde sans VSS

Du sexisme « ordinaire » au féminicide en passant par le harcèlement, les violences sexistes et sexuelles (VSS) forment un continuum qui rythme la vie des femmes. Nos champs professionnels ne sont pas épargnés.
Nos employeur·ses n'ont toujours pas pris la mesure de l'importance de mettre en place la formation, que ce soit de l'encadrement ou de tous les personnels, les dispositifs de signalement et d'écoute, et les enquêtes dûment menées quand les cas sont signalés.

Le « pas de vague » est encore trop souvent à l'œuvre.

La FERC CGT revendique la mise en place immédiate de mesures ambitieuses pour **protéger les victimes et lutter contre les violences sexistes et sexuelles au travail que ce soit pour les personnels ou les usager·es.** Elle exige l'application des lois existantes, un plan d'urgence national, des politiques publiques promouvant la prévention, la protection et la solidarité vis-à-vis des victimes et des co-victimes, et mettant fin à l'impunité des agresseurs avec **la mise en place d'une loi-cadre intégrale et les moyens nécessaires pour la mettre en œuvre (3 milliards d'euros).**

AUGMENTER LES SALAIRES : UNE URGENCE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Les rémunérations dans la fonction publique sont tellement plombées par le gel quasi continu du point d'indice depuis les années 2000 que même le ministre des Comptes publics a dû le reconnaître : « le tassement des grilles désespère certain·es agent·es qui ne voient plus de progression salariale ».

Alors que le Smic a augmenté de 1,18 % en janvier, puis de 2,41 % en juin du fait de l'inflation, rien n'a été fait pour les fonctionnaires.

En cumulé, c'est un véritable décrochage des salaires dans la fonction publique. Depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron en mai 2017, le manque à gagner est de 327 € par mois pour un·e agent·e de catégorie C, 414 € en catégorie B et 635 € en catégorie A. Depuis 2000, si le point d'indice avait suivi l'inflation, il serait à 6,50 € ; il n'est que de 4,92 €.

Sans parvenir à compenser ce décrochage, **la part des primes dans la rémunération a triplé depuis les années quatre-vingt**. Mais les primes ne remplaceront jamais le salaire : elles sont opaques, aléatoires, discriminantes, variables, et creusent les écarts entre les femmes et les hommes.





Elles dénaturent les missions de service public en alignant la logique de rémunération sur des **critères quantitatifs inspirés du secteur privé. Elles ne sont pas intégrées dans le calcul de la pension**, ce qui dégrade considérablement le taux de remplacement à la retraite.

L'argument avancé pour ne pas augmenter le point d'indice est qu'une hausse de 1 % coûterait 2 milliards d'euros de dépenses publiques. Mais, pour cette même augmentation, les recettes progresseraient de 1,2 à 1,4 milliard d'euros, par le biais des cotisations salariales et de l'impôt sur le revenu.

Pour la CGT, le traitement minimum doit être porté à 2 200 euros brut mensuels. L'ensemble des grilles doivent être reconstruites pour permettre un réel déroulement de carrière linéaire, avec un doublement de la rémunération indiciaire.

La valeur du point doit redevenir le socle de la politique salariale, garante de l'unicité de la grille et de l'égalité de traitement. Sa revalorisation bénéficie aussi aux contractuel·les dont la rémunération est indicée et aux retraité·es, en relevant la base de calcul des pensions.

La CGT a fait de la rémunération un axe central de campagne et exige pour toute la fonction publique :

- **la revalorisation immédiate de la valeur du point d'indice (10 % minimum) ;**
- **l'indexation automatique du point d'indice sur les prix ;**
- **un plan de rattrapage salarial pour compenser les pertes accumulées depuis des années ;**
- **des actions fortes pour l'égalité professionnelle (salaires, carrières...) ;**
- **l'abrogation des dispositifs de rémunération au mérite ou à la performance ;**
- **l'intégration des primes et compléments salariaux dans le traitement indiciaire ;**
- **une revalorisation spécifique des métiers à prédominance féminine, notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé et du le social.**

PRÉCARITÉ DANS L'ÉDUCATION NATIONALE, L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE

23,3 % de l'ensemble des agent·es publics de la Fonction publique assurent des missions essentielles sans garanties d'emploi durables. La précarisation des personnels s'amplifie depuis la loi de transformation de la Fonction publique d'août 2019. Elle contraint bien souvent les collègues à accepter des conditions de travail dégradées, car elle les situe à la portée de pressions hiérarchiques.

Ainsi dans l'Éducation nationale, **toutes les catégories de personnels sont concernées : enseignant·es, administratifs, personnels de santé, de labo ou sociaux, CPE, PSYEN, AESH, AED.** Historiquement, la CGT Éduc'action revendique la titularisation sans conditions de concours ou de nationalité. En effet, trop de contractuels sont contraint à la précarité par l'absence d'une nationalité de l'UE.

Depuis des années, la CGT et les personnels construisent les mobilisations et les grèves pour obtenir des avancées notables pour les non-titulaires. Pour les AESH, la mobilisation intersyndicale a permis de gagner : la Cdisation à 3 ans, une grille nationale, le respect des missions, l'application des jours de fractionnement,

Depuis 2 ans, la CGT construit les grèves avec les personnels AEd. Les avancées sont notables. La plupart des rectorats ont désormais adopté un **Guide AEd** qui constitue une première avancée pour formaliser les droits et missions des AEd et éviter des tâches indues.

Dans plusieurs académies, nous avons gagné une grille de salaire basée sur celle des AESH, le retour de CDD de 2 ou 3 ans, la CDIsation d'AEd malgré un refus initial de leur rectorat...

LA LUTTE PAYE !

Dans l'Enseignement supérieur et la recherche, après la loi de transformation de la Fonction publique, c'est la LPR (Loi de Programmation de la Recherche) qui a encore augmenté une précarité endémique : il y a officiellement **35% de contractuel·les** dans l'ESR. Le manque de postes statutaires et les besoins en enseignement provoquent une augmentation du nombre d'enseignant·es contractuel·les, moins bien payé·es et avec des obligations de service alourdies. L'armée de réserve des vacataires reste quant à elle dans l'extrême précarité : environ 30 000 vacataires enseignent plus de 5 M hTD, soit le service équivalent à 24 300 enseignant·es-chercheur·es, mais... payés sous le SMIC et sans droits sociaux. La mensualisation du salaire des vacataires, pourtant obligatoire, n'est généralement pas mise en place intégralement.

La CGT FERC Sup mène une campagne spécifique visant à combattre la précarité et à améliorer les droits des vacataires et des contractuel·les.

Payé·es à la tâche des mois après le début (ou la fin) de leur travail et souvent sans contrat, des vacataires, accompagnés par le collectif doctorant·es de la FERC, ont décidé d'attaquer les universités au tribunal administratif pour mettre un terme à leurs abus. Les différents syndicats et collectifs locaux se sont alors vite emparés de la méthode, et des réunions d'information puis des actions en justice ont été organisées un peu partout (Grenoble, Nantes, Rennes, Marseille, Lyon, Nanterre, Saclay, Amiens, etc.).

En novembre 2025, le collectif avait récupéré environ 20 000 € de salaires impayés pour des vacataires de plusieurs Universités (Panthéon-Sorbonne, Amiens, Sorbonne Nouvelle, Sorbonne Paris Nord, Paris Cité, Créteil).

L'ACTION COLLECTIVE PAIE !

RÉSORBER LA PRÉCARITÉ, C'EST RENFORCER LE SERVICE PUBLIC ET GARANTIR LA CONTINUITÉ ET LA QUALITÉ DES MISSIONS RENDUES À LA POPULATION.

la cgt

CONTRACTUEL·LE DANS LA FONCTION PUBLIQUE ? VOUS AVEZ DES DROITS ET LA CGT EST LÀ POUR VOUS AIDER.

Rendez-vous sur : soscontractuel-cgt.fr

Scannez, expliquez votre situation, soyez accompagné·e.

LE TRAVAIL, C'EST LA SANTÉ ?

Parlons du travail, de la santé au travail à nos collègues à l'approche des élections de décembre ! C'est l'occasion de leur rappeler qu'iels et la CGT sont les expert·es du travail !

À la FERC **nous défendons le « Travail-Santé »** car le travail est au cœur du syndicalisme CGT. C'est d'abord l'organisation et sa nature que nous questionnons avant d'en interroger les effets. Pour nous, le travail, lorsqu'il échappe à la contrainte et à l'asservissement, permet la construction de l'individu, favorise le lien social et développe l'intelligence collective.

La démarche revendicative CGT est construite à partir du travail et nous la faisons vivre dans notre activité syndicale.

Dans nos syndicats et sur nos lieux de travail, les militant·es accompagnent les collègues, interpellent les employeurs, font reconnaître les accidents du travail et les maladies professionnelles, interviennent sur les situations de danger, enquêtent et mettent en cause les organisations du travail lorsqu'elles abîment les travailleur·ses. **Pour mieux agir, nous avons adopté en décembre 2025 les repères revendicatifs travail-santé : parlez-en autour de vous, dans le syndicat et avec les personnels !**

https://www.ferc-cgt.org/reperes-revendicatifs-travail-sante

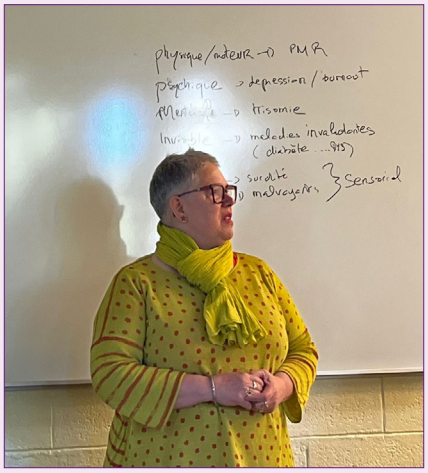
Nous portons la parole des travailleur·ses dans les instances où nous siégeons. Face à des employeur·ses qui demandent aux personnels de s'adapter aux machines, aux objectifs et aux organisations



décidées d'en haut, nous défendons l'inverse : **c'est le travail qui doit être adapté aux êtres humains.**

Nous ne sommes pas dupes de leur langage managérial : RPS, QVT, QVCT, servent à masquer les dysfonctionnements organisationnels. Nous ne nous résignons pas plus aux morts et accidents du travail, qu'aux maladies pros, qu'aux collègues poussé·es vers l'inaptitude, qu'aux retraites pour invalidité avec des pensions minorées, sans reclassement. Sur ces questions, **la CGT ne lâche rien.**

L'activité syndicale ne s'improvisant pas, **la FERC forme ses militant·es.**
Nos formations Travail-Santé permettent de comprendre le travail réel, de maîtriser nos droits, **défendre les collègues contre les mauvaises conditions de travail.**



Derrière la santé, il y a toujours la question du travail. Et derrière le travail, une question politique : **qui décide ?**
Les travailleur·ses doivent parler de leur travail, sur leur lieu et leur temps de travail, intervenir sur l'organisation et décider ensemble des moyens de bien faire leur métier.
Nous avons là des arguments à porter auprès de nos collègues.
Voter CGT, c'est renforcer nos syndicats, c'est élire des militant·es, des élu·es et mandaté·es combatifs sur les questions de travail et de santé.

À nous d'en parler autour de nous ! Chaque voix gagnée renforcera notre capacité à accompagner les collègues, à intervenir dans les instances, à contester les choix patronaux et à construire le rapport de force.

Sur le travail et la santé, faisons connaître nos actions.
Et donnons aux collègues de bonnes raisons de voter CGT !

Je vote CGT
du 3 au 10 déc. 2026
aux élections professionnelles de la fonction publique

EDUCATION POPULAIRE, OUTIL DE TRANSFORMATION SOCIALE.

" Une éducation pour le Peuple, par le Peuple lui-même[1] " pourrait-on paraphraser !
Mais à l'heure du " backlash[2] " où les idées réactionnaires resurgissent de toutes parts, il est nécessaire de rappeler que le mouvement ouvrier, à la fin du XIX[ème] siècle, s'est approprié ces outils d'émancipation.

Dès 1895, avec les Bourses du Travail, la CGT place l'éducation populaire au cœur de l'identité ouvrière. Fondée sur le principe de l'auto-émancipation, cette démarche refuse une culture de masse aliénante au profit de loisirs favorisant le développement critique des travailleurs. Plus tard encore à la Libération, la CGT a été un acteur majeur lors de la création des comités d'entreprises et leurs activités sociales et culturelles. **La CGT y a défendu un accès à une "culture noble" et des pratiques sportives ou touristiques non marchandes, opposées aux logiques de profit.** Cet esprit s'est traduit par des alliances fortes avec la Ligue de l'Enseignement ou la FSGT, la CGT nouant alors avec le mouvement associatif des relations parfois très étroites.

A l'heure du "réarmement" idéologique, l'IHS - FERC et l'IHS National, ont décidé de retracer cette histoire, et comment l'éducation populaire a transformé la société sur cette longue période, en proposant un

COLLOQUE
le 5 Novembre à Montreuil,
SYNDICALISME
ET ÉDUCATION POPULAIRE,
avec de nombreux·ses témoignages d'acteur·rices et d'expert·es du domaine.

Colloque
Syndicalisme et Education populaire à Montreuil
Le 5 novembre 2026



Ouvert à toutes et tous, conformément aux pratiques de l'éducation populaire les échanges seront nombreux tout au long de la journée, y compris lors de la pause méridienne, où le repas sera pris en commun.

5 THÈMES SERONT ABORDÉS

- **L'éducation populaire au temps des Bourses du Travail**
- **Le tournant du Front Populaire**
- **L'éducation populaire et les Comités d'Entreprises**
- **Les relations de la CGT et les associations d'éducation populaire**
- **Formation syndicale et éducation populaire, l'émancipation par le syndicalisme, hier et aujourd'hui.**

L'enjeu reste actuel : réaffirmer l'éducation populaire comme un outil de transformation sociale et non comme une simple prestation de services.

Car, depuis les années 1990, le tournant néolibéral fragilise ce modèle.

La marchandisation du secteur, la baisse des financements publics et le récent "Contrat d'Engagement Républicain" menacent l'autonomie associative.

La journée se terminera donc par un débat : Du projet émancipateur à la marchandisation ? Syndicalisme, éducation populaire et les enjeux actuels. Sophie Binet, Secrétaire générale, est annoncée, sauf impératif de dernière minute.

Une occasion de reprendre confiance collectivement pour se dire "qu'un autre monde est possible", et que les générations précédentes nous ont montré la voie pour ce faire, et les outils qui vont avec !
Et pourquoi pas pour porter un projet de loi cadre ?

VENEZ NOMBREUSES ET NOMBREUX !

[1] *« Une éducation qui ne soit pas imposée par l'État ou par la bourgeoisie, mais issue de la base. »*
[2] *Retour de bâton*

LA SANTÉ HORMONALE N'EST PAS UN LUXE : C'EST UN DROIT

Le combat pour l'égalité professionnelle se joue aussi en matière de santé.
Entrées tardivement dans le salariat, les femmes ont dû se plier à une organisation du travail pensée par et pour les hommes. Résultat : tout ce qui relève de leur santé hormonale (règles, endométriose, ménopause, parcours de PMA) reste un impensé des politiques de prévention. Les tabous se fissurent, les voix s'élèvent, mais le retour de bâton guette toujours.

En France, l'endométriose touche 1,5 à 2,5 millions de femmes en âge de procréer, et 65 % d'entre elles déclarent que la maladie pèse sur leur vie professionnelle. Chaque année, 500 000 femmes entrent en ménopause ; elles sont 14 millions concernées, exposées à des risques cardiovasculaires, osseux et des troubles du sommeil. Au travail, les troubles musculo-squelettiques frappent 60 % des femmes contre 51 % des hommes, et leur souffrance psychique est deux fois plus élevée. La pénibilité spécifique des emplois féminins, elle, reste invisible.

Ce n'est pas un hasard : **la médecine reste androcentrée.** C'est le syndrome de Yentl : un système de recherche centré sur « l'homme blanc moyen » qui conduit à des diagnostics erronés et des pertes de chances.

C'est ce système-là que la FERC-CGT entend briser en revendiquant, dans ses derniers repères Travail/Santé votés en décembre 2025, un congé hormonal sans jour de carence, dans le public comme dans le privé. Car aujourd'hui, les personnes concernées doivent épuiser leurs congés ou subir des arrêts maladie avec jours de carence et perte de salaire. Alors que l'âge de départ à la retraite est sans cesse repoussé, la question ne peut plus être ignorée.
L'inaction, elle, coûte déjà : Les contre-arguments s'effondrent à l'épreuve des faits. La crainte de l'abus n'est qu'un prétexte pour ne rien concéder. C'est par exemple la raison pour laquelle certaines structures exigent un certificat médical. Mais c'est pathologiser des règles incapacitantes qui ne sont pas forcément liées à une maladie reconnue – quand on daigne la diagnostiquer.

Pour la FERC CGT c'est le travail qui doit s'adapter à l'humain·e, et non l'inverse. Exiger un DUERP genré, former les soignant·es, aménager les postes, lever les tabous : le chantier est lourd, mais fondamental. Un congé de santé hormonale, c'est conquérir un droit protecteur, inclusif et non pathologisant, pour toutes les femmes et les personnes menstruées, et transformer durablement l'organisation du travail. C'est une mesure d'équité, pas un privilège.



https://www.ferc-cgt.org/4-pages-sante-hormonale



C'est le sens de la journée d'étude qu'organise la FERC début 2027. Des chercheuses, des spécialistes de la santé au travail et des juristes partageront leur expertise sur le sujet, l'état de la recherche et les pistes de travail possibles pour gagner la mise en œuvre du congé hormonal partout. Nous accueillerons aussi des camarades qui ont obtenu la mise en place de ce congé.

Il est urgent de chausser les lunettes du genre pour que la santé des femmes ne soit plus un impensé et cesse d'être « féminimisée » !

La santé hormonale n'est pas une faiblesse à cacher : c'est un droit à conquérir.

LA FORMATION SYNDICALE FÉDÉRALE EN 2027

L'année 2027 s'annonce extrêmement dense et importante pour le collectif formation syndicale et les formateurs et formatrices de la FERC.

Des échéances très importantes nous attendent : **la formation des élu·es et mandaté·es qui sortiront des urnes le 10 décembre 2026 et outiller les militant·es pour les échéances politiques à venir, en 2027.**

Si l'on rajoute la **formation des équipes dirigeantes de la fédération suite au congrès de mai 2027 et des organisations fédérales, suite au renouvellement des militant·es en responsabilité, des trésorier·es pour l'implémentation du Cogitiel 2 dans nos bases, des militant·es pour aller au contact des collègues et surtout nos formations émancipatrices**, vous allez avoir de quoi utiliser vos jours règlementaires de formation syndicale. **12 jours pour les camarades du public et 18 jours pour celles et ceux du privé** (une petite modification légale vous donne la possibilité de passer à 18 jours pour toute formation vous préparant à prendre des responsabilités syndicales).



Vous trouverez le tableau avec les dates obtenues au Centre Benoît Frachon, le centre national pour l'éducation et la formation des militant·es de la CGT, dans la belle vallée de la Chevreuse. Le centre étant très demandé et les créneaux difficiles à obtenir, il faut **veiller à remplir les formations,** car les annuler entraîne des frais et l'effort des responsables à la formation syndicale pour obtenir des places est réduit à néant. **Un grand nombre de stages ne se feront qu'à la demande** pour apporter les formations au plus près de vous et vos besoins de formation. N'hésitez pas à en parler à vos responsables à la formation et à la vie syndicale pour qu'ils et elles puissent contacter le collectif fédéral de formation syndicale. **Nous trouverons les formateurices et vous aiderons à la mise en place des stages si besoin.**

Les échéances politiques de 2027 avec les risques d'arrivée au pouvoir de l'extrême droite mobilisent tout·es les militant·es de la CGT. **Avec la formation « Luttons contre les l'extrême droite, ses idées, ses pratiques » vous aurez tous les décryptages, les outils et les concepts nécessaires pour que vous puissiez prendre votre place et entraîner vos collègues pour leur faire barrage.** Il suffit de s'inscrire. Si besoin, on peut la délocaliser ou rajouter des séances pour que nous soyons toutes et tous prêt·es.

Comme vous pouvez le deviner à la lecture du plan de formation syndicale fédéral, **nous avons besoin de renforcer nos troupes de formateurices, actif·ves et militant·es.**

Pour celleux déjà formé·es, vous intègrerez de suite les équipes sur terrain. Pour celleux désireux·ses de le devenir, il faut avoir suivi la formation Participer, ou l'ancienne Niveau 1 pour y accéder.

Rejoignez-nous !

FORMATIONS au centre Benoît Frachon, Courcelle sur Yvette

Intitulé Formation	*Dates 2027*
CROUS - Appliquer la démarche CGT au sein de l'union CGT CROUS	04 au 08 janvier
Animer et diriger un syndicat	04 au 08 janvier
Formation des formateur.rices VSST Niv.2	11 au 12 janvier (2 jours)
Lutter contre l'extrême droite, ses idées, ses pratiques	09 au 12 février (4 jours)
Recourir au droit : juridique public	08 au 10 mars (3 jours)
L'action syndicale pour l'environnement	31 mars au 02 avril (3 jours)
Elu·es CSA	12 au 16 avril
Animer et diriger un syndicat	19 au 23 avril
Lutter contre les racismes Niv 1	18 au 20 mai (3 jours)
Lutter contre les VSS au travail	14 au 16 juin (3 jours)
Collectif formation syndicale	05 au 09 juillet
L'action syndicale pour l'environnement	23 au 25 août (3 jours)
Elu.es CSA	13 au 17 septembre
Travail santé niveau 1 : être acteur·rice syndical·e des conditions de travail	25 au 29 octobre
Lutter contre les VSS au travail	08 au 10 novembre (3 jours)
Formateur.rices FS-SSCT	06 au 10 décembre

VAGUES DE CHALEUR, INONDATIONS, GLISSEMENTS DE TERRAIN… LE MONDE FERA-T-IL FACE AU DÉRÈGLEMENT ?

Les vagues de chaleur en Europe dès le mois de mai sont le signe sans appel que le réchauffement climatique existe bien et que les dérèglements, conséquences de l'anthropocène, vont se multiplier partout dans le monde.

Les chaleurs extrêmes impactent la santé – maux de têtes, malaises… – tant pour les travailleur·ses en extérieur que dans les locaux inadaptés où ont été « enfermé·es » élèves et étudiant·es en pleine période d'examen, malgré les insignifiants quarts d'heure de pause.
Les autorités – Ministères, directions d'établissements… - semblent ne pas avoir pris la mesure de l'urgence.
Si certaines directions ont mis en place des « plans canicules » en lien avec les F3SCT, force est de constater que les préconisations sont soumises à la bonne volonté des chef·fes de service, tout comme les aménagements d'horaires ou les autorisations d'absence.
Quant aux investissements pour l'adaptation des bâtiments, ils restent très largement insuffisants. L'exemple vient d'en haut, puisqu'**à la rentrée, la presse se faisait l'écho de la baisse de 40 millions d'euros du plan d'adaptation à destination des écoles sur les 50 millions prévus.**

Un retard qu'on voit aussi ailleurs en Europe. En juin, pour la première fois, le ministère valencien de l'Éducation a publié des instructions en cas de fortes chaleurs mais **le syndicat STEPV rappelle qu'un plan d'investissement d'adaptation des locaux n'est toujours pas existant.**

communiqué du STEPV, Pays Valencien



École Secondaire Shree Bageshwori à Baireni, district de Dhading, Népal, 31 août 2026 (Photo credit : Sanjit Pariyar/NurPhoto)

Faudra-t-il une catastrophe comme celle du Népal pour prendre conscience des risques que court l'humanité ?
Les inondations et les glissements de terrain dévastateurs ont semé la destruction dans plusieurs districts du pays le 26 août, **balayant tout sur leur passage – habitations, écoles, ponts et autres infrastructures -, faisant plus de 1 200 victimes et des milliers de disparu·es**, des chiffres probablement en-deça de la réalité.

La FERC-CGT a décidé de répondre à la campagne financière demandée à l'Internationale de l'Éducation par deux syndicats népalais d'enseignant·es. Selon eux, au moins 22 enseignant·es et plus de 300 élèves sont porté·es disparu·es ou décédé·es ; au moins 18 écoles ont été entièrement détruites, tandis que des dizaines d'autres ont subi des dommages partiels ; plus de 19 000 élèves ont été directement touché·es par la catastrophe, dont beaucoup ont perdu tout à la fois leurs parents, leur domicile et leur école.

tribune de Maike Finnern et d'Elina Stock la GEW, Allemagne

Face à d'autres catastrophes annoncées, **le travail commun entre organisations syndicales et de défense environnementale et climatique doit se poursuivre et se développer.**

Ce travail est d'ailleurs à mener en lien avec la lutte contre les idées d'extrême droite comme cela se passe en Allemagne où une pétition, signée par plus de 260.000 personnes, « **Les écoles prennent position – Renforcer les capacités des personnels enseignants à faire face à la haine et aux incitations à la haine** » a été lancée conjointement par, entre autres, le Syndicat GEW, Greenpeace, et la Conférence fédérale allemande des étudiant·es.

« DÉFENDRE LES PERSONNELS, C'EST AUSSI DÉFENDRE L'ÉCOLE PUBLIQUE ET L'AVENIR DU SÉNÉGAL »

La FERC-CGT, au-delà de son adhésion et implication dans l'Internationale de l'Éducation, souhaite développer des partenariats directs avec des syndicats. C'est le cas avec le Sudes du Sénégal avec lequel nous démarrons un projet de partenariat autour de la formation syndicale. Voici des extraits d'un ENTRETIEN AVEC Ibrahima El-Gueye, son SECRÉTAIRE GÉNÉRAL NATIONAL.

Peux-tu présenter le SUDES ? Dans quels secteurs de l'Éducation le syndicat est-il présent ?

Le Syndicat Unitaire et Démocratique des Enseignants du Sénégal est une organisation historique du mouvement syndical enseignant sénégalais. Créé en 1976, il s'est construit autour des principes d'unité, de démocratie et d'indépendance syndicale.

Notre organisation a toujours considéré que la défense des travailleurs de l'éducation devait être indissociable de la défense de l'école et de l'intérêt général. [...]

[Sa] présence dans différents segments constitue l'une des caractéristiques importantes du SUDES : nous voulons avoir une vision globale de l'éducation, plutôt que de défendre séparément les différents ordres d'enseignement. [...]



Un mouvement social s'est déroulé courant juillet au Sénégal. Quels en étaient les sujets ? Comment les personnels de l'Éducation se sont-ils impliqués ?

Le mouvement social de juillet 2026 s'inscrivait dans un contexte interprofessionnel marqué par plusieurs préoccupations majeures des travailleurs. Le Front syndical pour la défense du travail (FSDT) a notamment appelé à une grève générale de 24 heures le 10 juillet 2026.



Internationale de l'Education *> www.ei-ie.org*

Les revendications portaient notamment sur :

- **Le respect et l'application des engagements pris par l'État ;**
- **La mise en œuvre effective du Pacte national de stabilité sociale**
- **La défense de l'emploi ;**
- **La réintégration des travailleurs licenciés ;**
- **Le respect des libertés syndicales ;**
- **L'amélioration du pouvoir d'achat et des conditions de vie ;**
- **L'application des accords sectoriels**
- **Et la méthode de réforme du Code du travail et du Code de la sécurité sociale, que les organisations syndicales estimaient devoir faire l'objet d'une véritable concertation avec les partenaires sociaux.**

Les personnels de l'Éducation ont naturellement trouvé leur place dans cette mobilisation, puisque plusieurs de leurs revendications rejoignaient directement celles portées au niveau interprofessionnel.

Pour le SUDES et les autres organisations syndicales de l'Éducation, il s'agissait notamment de rappeler que les engagements pris dans le secteur doivent être respectés : recrutements, amélioration des conditions de travail, règlement des dossiers administratifs, revalorisation des personnels et amélioration du fonctionnement du système éducatif.

Cette mobilisation a donc dépassé la seule question salariale.
Elle a posé une question fondamentale : quelle place voulons-nous donner au dialogue social dans la conduite des politiques publiques ?

LA FAUTE AUX « BABY-BOOMERS »

La préparation de la LFSS[1] 2027 est l'occasion d'une offensive en règle contre les personnes actuellement à la retraite accusées d'être « des baby-boomeurs aisés et égoïstes, ayant vécu au-dessus de leurs moyens et dilapidé les fruits de l'État-providence, et les générations suivantes, auxquelles ils n'auraient laissé que des dettes, de la souffrance et des larmes[2] ».

Il s'agit d'opposer les générations. Le gouvernement veut « *stabiliser la dette* » en annonçant une austérité budgétaire de 125 Mds € d'ici 2032. Visées, les dépenses sociales, retraites et santé, victimes de l'assèchement systématique des finances publiques et de la Sécu ; mais pas les 211 Mds € annuels « *d'aides aux entreprises* » ni les dépenses d'armement. Les vieilles recettes ressortent. **Les premiers ministres Barnier (2024) puis Bayrou (2025) sont tombés après avoir voulu désindexer les retraites mais le ministre de l'économie Lescure y revient ; de même la suppression de l'abattement fiscal de 10% sur les revenus.**

Il y a aussi l'usage biaisé des statistiques comme « *les plus de 60 ans qui possèdent 60% du patrimoine* ». L'UFSE-CGT a produit un document[3] détaillé qui établit que la rengaine de « *la trop grande générosité du système de retraite* » est infondée.

On entend trop souvent, même parfois dans les rangs de la CGT, « *on a bien mérité notre retraite après 40 ans de travail* ». Il ne s'agit pas de mérite ni de travail en soi, mais d'une partie du salaire, prélevée mois après mois (les cotisations), *mise au pot commun* de la Sécu (assurance vieillesse, assurance maladie) et *aussitôt* versée aux personnes à la retraite *au même moment* sous forme de pension (et de prestations santé aux malades).

C'est le salaire socialisé, la solidarité du monde du travail, en particulier entre générations, à la base de la Sécu de 1945.

Patronat et gouvernement veulent la fin de la Sécu et tout confier aux assurances, bastion du capital financier.

En attendant, ils sont assez satisfaits du régime complémentaire du privé AGIRC-ARRCO, cogéré par les associations patronales et les confédérations syndicales, un régime à points. Les cotisations sont enregistrées individuellement en points et sont versées *à un fonds de placement financier.* **À la liquidation des droits, on calcule la pension entre valeur d'achat des points, nombre de points et valeur du point servi, selon les règles assurancielles.** Ainsi, le patronat exige et obtient le plus souvent la désindexation des pensions, sans compter sur des *mauvais placements* (sic) qui peuvent ruiner la caisse.

D'où l'appel à manifester le 14 octobre devant le siège de l'AGIRC-ARRCO lors de son CA et la manifestation nationale des retraité·es le 19 novembre.

Blocage des pensions et des salaires dont celui du point d'indice dans la Fonction publique, hausse des prix, rentrée scolaire chaotique, augmentation continue du reste à charge supportée par les patient·es, militarisation de la société, tout impose une riposte générale.

Section Nationale Retraité·es
CGT- Education

[1] *Sur LFSS 2026 voir Le Lien n° 228 page 22*
[2] *Selon Camille Peugny, « Pour une politique de la jeunesse », cité par Le Monde du 31/08/2026*
[3] *Un document synthétique est en cours de préparation.*



Manifestation de retraité·es, le 6 novembre 2025 à Paris. crédit photo Bapoushoo

AGIRC-ARRCO AUGMENTER LES PENSIONS, LE POUVOIR D'ACHAT !

Le Conseil d'Administration de l'Agirc-Arrco se réunira le 14 octobre 2026 pour décider du niveau de la revalorisation annuelle des pensions retraite complémentaire pour les retraité·es ayant fait tout ou partie de leur carrière dans le privé.

Depuis le 1er novembre 2025, 14 millions de retraité·es relevant du régime Agirc-Arrco ont subi un gel de leur pension complémentaire du fait exclusif du patronat. Au prétexte que la suspension de la réforme des retraites : « allait créer une incertitude forte sur l'équilibre à moyen terme de l'Agirc-Arrco.
Pour 2026, le patronat affiche déjà ses intentions. « Ne pas revaloriser les pensions à la hauteur de l'inflation et surtout réduire les cotisations des entreprises, compensées en puisant dans les réserves de l'organisme » qui sont au plus haut avec 116,6 milliards d'euros.

Le 1er Ministre Lecornu affiche son intention pour le PLFSS 2027 avec de nouvelles mesures d'économie en direction des retraité·es : suppression des 10 % de déduction forfaitaire sur l'impôt, augmentation de la CSG, désindexation de 0,4 % par rapport à l'inflation jusqu'en 2030, nouvelle augmentation des franchises médicales, réduction des remboursements sur les médicaments, etc.

Dernièrement, par ordonnance, le conseil des ministres a décidé un plan d'économie de 6 milliards d'euros dont 2 milliards sur la branche maladie. Alors que le budget militaire va progresser de 36 milliards d'euros.

La situation sociale et économique inquiète et pèse sur le pouvoir d'achat avec l'augmentation importante des produits énergétiques, du logement, des produits alimentaires, des services, des complémentaires santé.

Depuis 2011, selon les chiffres de l'Agirc-Arrco, **la pension moyenne a diminué de 8,4 % pour les ouvrier·es et les employé·es, de 18 % pour les ingénieur·es et cadres.**



La réalité vécue par les retraité·es n'est pas celle que l'on veut nous faire croire !
> 62 % d'entre elles et eux ont une pension inférieure au Smic (1 867 € brut), 27 % touchent une retraite de moins de 1 100 €, dont 74 % sont des femmes.

Depuis 2020, le recul du pouvoir d'achat représente en moyenne l'équivalent de 4 mois de pension.

Le rapport du Cor (Conseil d'orientation des retraites) prévoit que « le niveau de vie des retraité·es devrait continuer à diminuer sur le long terme ».

Pour l'UCR-CGT, il faut revaloriser les retraites immédiatement par :
› Un rattrapage de 1 % pour 2025.
› Une revalorisation 2026 de 2,6 % au regard des prévisions d'inflation.
› Une augmentation du pouvoir d'achat de 2 %.
Également ouvrir des négociations pour :
› Un plan de rattrapage depuis 2020 de 10 %.
› Un redressement du taux de rendement par une baisse du prix du point d'achat de 2 % permettant plus de points acquis pour les salarié·es en activité.
› Un dispositif de points supplémentaires pour les petites retraites.

Alain Bariaud, UFR FERC

Plus que jamais, il est urgent d'agir et de se mobiliser le 14 octobre devant le siège de l'Agirc-Arrco.

Je vote CGT
aux élections professionnelles
DU 3 AU 10 DÉC.

SOLIDARITÉ ? VRAIMENT ?

Ce n'était pas les vacances pour tout le monde !



En ce mois de juillet girondin enflammé comme il y a quatre ans – quelles leçons a-t-on tiré du précédent drame ? – il est fait **appel à la solidarité**, ce qui est tout à fait normal lorsqu'il y a plus de deux cent mille personnes forcées de quitter leur lieu d'habitation ou de villégiature. On pourrait croire que cet élan de générosité et d'entraide fraternelle serait partagée à tous les niveaux. Trois exemples bordelais métropolitains montrent qu'il y a encore **pas mal de progrès à faire :**

- **La mairie de Bordeaux** a demandé aux parents de garder leurs enfants et de ne pas les envoyer aux centres aérés. **Les parents de ces enfants, fonctionnaires ou autres de la municipalité, ont demandé un jour de congé pour répondre aux injonctions municipales ; refus du maire de Bordeaux** (Cazenave, celui qui, soutenu par le RN, avait refusé une augmentation des crédits des Sdis lorsqu'il était ministre de Macron).

- **Les Transports de Bordeaux Métropole** comptent un certain nombre de pompiers ou pompières volontaires parmi leur personnel. Les lignes étant réduites (horaires d'été plus ouest métropolitain évacué), celleux-ci ont demandé de **pouvoir aller au feu. Réponse de la direction : d'accord mais prenez des RTT. HONTEUX !**

- **Bureaux de poste et centres de tri fermés pour cause d'évacuation : les postiers et postières ont été considéré·es comme en congé : SCANDALE !**

La colère monte !

D'autant que, devant le vieillissement de la flotte de Canadair, dès 2019-2020, **la CGT Dassault** (dont certaines usines se trouvent sur les territoires impactés) **avait demandé le lancement d'études pour un avion de lutte anti-incendie** basé sur la gamme Falcon. Cette orientation a été suivie par la direction, qui a présenté en 2023 un projet concret de Falcon 2000 XLS FireFighter. Pourtant, **ce projet n'a pas été retenu par l'État, au motif d'un manque de moyens...** Effectivement, les moyens allaient aux armes de guerre.

De même, après les gigantesques incendies de 2022, **il avait été demandé** par les autorités départementales d'établir **une base de Canadair ou autres moyens aériens en Gironde ou dans les Landes**, ce qui pourrait accélérer le combat contre le feu grâce à la proximité ; là encore, rien n'a été fait. Et deux heures de retard (temps de vol) ça compte dans la lutte contre le feu !

A côté de cela on voit que les gens du peuple se sont mobilisés : outre les dons (trop nombreux!) certain·es se sont mobilisé·es pour accueillir les personnes évacuées ou préparer des repas pour les soldats et soldates du feu.



Et maintenant, alors que le Parc des expositions a fermé vendredi 31 juillet au soir (après avoir accueilli jusqu'à 6 000 personnes), sa plateforme logistique s'affaire à la **redistribution des dons reçus pendant l'incendie. Quarante palettes sont à destination de la Banque alimentaire, tandis que le reste sera envoyé aux communes, aux SDIS et aux associations.**

Bernard Sarlandie, Sden 33

VOUS VOYAGEZ SOUVENT AVEC NOUS ?!

Accueil sympathique en gare qui témoigne de l'attachement des salarié·es, de la SNCF à leur entreprise, agent·es du service public, au service des usager·es du service public. Plusieurs guichets en gare de Grenoble, et certainement ailleurs, avec une bonne fréquentation de jeunes, et surtout de moins jeunes, en quête d'un billet, de correspondances, **renseignements donnés par un personnel attentif et disponible**.

Mais depuis, il est difficilement possible de bénéficier de ces atouts, du contact avec l'humain : des guichets ont disparu !



Solutions ? Achat en ligne, en gare sur les bornes ou après avoir pris un rendez-vous téléphonique. Quand on demande aux rares présent·es si les salarié·es ont été viré·es, une femme répond : « *deux de mes collègues sont en chômage SNCF, moi j'ai cinquante ans, je ne sais comment je vais finir ma carrière, et la retraite, plus j'avance, plus elle recule* ».

Ajoutons les retards, les suppressions de trains faute d'entretien, de conducteur·rices, de contrôleur·ses. **L'entreprise de destruction du service public SNCF est bien entamée, ce n'est pas un scoop, et c'est le cas de la poste, de la santé, de l'éducation, etc...**

Pendant les fortes chaleurs, les pompiers ont fait un travail remarquable - au prix de la vie de certains - pour protéger les populations. Mais le manque de moyens en matériel et personnel, les choix de protéger certaines zones au détriment d'autres, montrent l'indigence et même l'indifférence des pouvoirs publics en matière de sécurité civile.

On consacre des milliards aux entreprises qui licencient et au budget de l'armée.

Période difficile aussi pour les salarié·es et les populations : les plus pauvres ont été profondément impacté·es par les températures trop élevées : logements mal isolés, difficultés pour obtenir des bailleurs sociaux la transformation de baignoires en douches. **Lutter pour des logements décents fait partie de la lutte des classes.**

La tragique histoire de Lyanna révèle également le **manque de moyens pour que les services publics de police et justice fassent correctement leur travail** : accueil et écoute de la parole des femmes et des enfants - cela demande une formation - et traitement efficace et rapide des affaires. Mais Darmanin a préféré mettre en cause les personnels qui croulent sous le poids des dossiers et ne peuvent remplir correctement leur mission !

Le gouvernement prépare l'opinion à de nouvelles régressions dans son projet de budget 2027. Mais la CGT ripostera !



Tou·tes ensemble dans les mobilisations de cette rentrée mouvementée !

› **le 7 septembre,** pour maintenir la pression lors du vote à l'assemblée de la loi intégrale sur les VSS

› **le 15 septembre,** avec la santé, les organismes sociaux, l'enseignement supérieur

› **le 26 septembre,** grande marche pour la paix, le climat les solidarités

› **le 28 septembre,** pour le droit à l'avortement

› **le 29 septembre,** appel de l'inter-syndicale pour les services publics avec la mani-festation nationale des pompiers

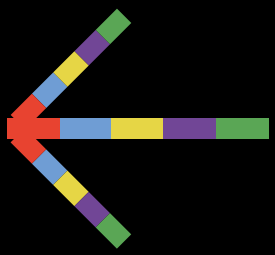
› **le 14 octobre,** pour l'AGIRC-ARRCO

› **et le 19 novembre,** manifestation nationale des retraité·es à Paris

Janine Emeyriat,
Retraitée CGT- Educ

GROUPE 3E

CONSTRUCTEURS D'ALTERNATIVES



Expertise économique, financière, sociale ou SSCT ; Audit comptable ; Formation des élus ; Accompagnement des CSE... Le Groupe 3E est un collectif d'experts engagés aux côtés des représentants du personnel et des organisations syndicales. Envie de muscler vos avis ? De former vos équipes ? D'entendre un autre point de vue ? groupe3e.fr